

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

2016/115

Nombre de
Conseillers
en exercice : 15
présents : 10
votants : 15

L'an deux mille seize, le deux décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Cussac, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Luc GABETTE, Maire.

Date de convocation de l'Assemblée : le vingt-trois novembre deux mille seize

Présents : A.BARATEAU ; F.CHALEIX ; D.CHAMBON ; J.P.DUROUSSEAU ; S.FREDON, L.GABETTE ; J.M. LATHIERE ; J.LEFORT ; J.L. CLERMONT-BARRIERE ; R.DUFOUR

Excusés, ayant donné pouvoir : J.PEPIN ; P.GABORIAU ; M.J.LAPOUGE ; B.NAULEAU ; P.REY

Secrétaire : J.L CLERMONT-BARRIERE

OBJET : MODIFICATION DU DROIT DE PRÉEMPTION SUR LE SITE DES « BONNES FONTAINES » INSTITUÉ SUR LA COMMUNE PAR DÉCISION DU 03/08/2009

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

Vu l'article L.124-1 du code de l'urbanisme,

Vu les articles L.211-1 et suivant, et R.211-2 du code l'urbanisme, disposant notamment que les communes dotées d'une carte communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte.

Vu la délibération en date du 03/08/2009 instituant un périmètre de droit de préemption sur le site des Bonnes Fontaines, pour permettre l'aménagement et la valorisation du site historique et naturel des « Bonnes Fontaines » qui constituait une artère principale du développement culturel, historique et touristique du territoire.

Considérant aujourd'hui, qu'il apparait utile et nécessaire de venir modifier ce périmètre de droit de préemption institué le 03 août 2009 par délibération du conseil municipal, compte tenu de l'affinement du projet communal d'aménagement,

Considérant effectivement, que l'ensemble des parcelles placées sous ce droit de préemption, ne sont aujourd'hui plus autant nécessaires et ne constituent donc pas un obstacle à la réalisation du projet d'aménagement,

Considérant que le projet communal demeure en tant qu'aménagement et valorisation du site historique et naturel des Bonnes Fontaines, reconnu, que cet aménagement peut constituer un atout pour le tourisme et l'animation culturelle du territoire,

Une présentation claire du projet ainsi que les références cadastrales seront annexés à la présente délibération. Ce projet englobe les parcelles cadastrées : Section C N° 585 (Pour partie), n°586, N°353 (Pour partie) et section B n° 662 (pour partie) et n°664.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à **l'unanimité**:

DÉCIDE, par vote à main levée, à la majorité absolue (15 voix pour) d'instituer un périmètre de droit de préemption en vue de la réalisation des opérations d'aménagement détaillées ci-avant, sur le site « Des Bonnes Fontaines ».

NOTE que ledit périmètre délimité sur le plan est situé dans un secteur de la carte communale où les constructions sont autorisées.

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière ;

PRÉCISE que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire dès qu'elle aura fait l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une insertion dans deux journaux :

- Le Populaire du Centre
- L'Écho du Centre

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Madame le Sous-Préfet de ROCHECHOUART
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
- au Greffe du même Tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du Public, conformément à l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme

Fait et délibéré à CUSSAC
Le 02 décembre 2016

LE MAIRE
Luc GABETTE
Le Maire

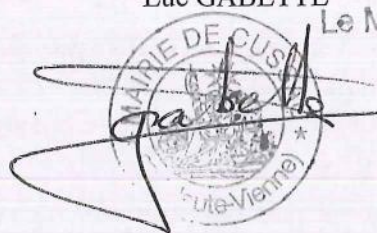
Reçu en Sous-Préfecture
Le

Certifié exécutoire
Le
LE MAIRE

REÇU A LA SOUS-PRÉFECTURE
DE ROCHECHOUART

LE 26 DEC. 2016

Pour le Maire
l'Adjoint délégué



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

03/08/09Préemption

Nombre de Conseillers
en exercice : 15
présents : 11
votants : 14

L'an deux mil neuf, le trois août, le Conseil Municipal de la Commune de CUSSAC, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Guy DEPLAS, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le vingt-huit juillet deux mil neuf.

Présents : M.P.BRUN; G.DEPLAS, A.DESVILLE, R.DUFOUR, V.DUPUY, L.GABETTE, J.LATHIERE, F.LHOMME, H.MORTON, J.P.ROULAUD, H.SARDIN.

Ayant donné pouvoir : A.BARATEAU, F.CHALEIX, C.CONSTANT.

Absent : E.CIPICIA.

Secrétaire : A.DESVILLE

OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION EN CARTE COMMUNALE

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

En application du 2^{ème} alinéa de l'article L211.1 du Code de l'Urbanisme, les Communes dotées d'une Carte Communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la Carte.

Il apparaît utile d'instituer un périmètre de droit de préemption pour faciliter la mise en œuvre de l'aménagement et de la valorisation du site historique et naturel des « Bonnes Fontaines », dont le projet et le périmètre cadastral sont annexés à la présente délibération. Ce périmètre englobe les parcelles cadastrées :

Section C n° 585 ; 586 ; 353 (pour partie) ; 348 (pour partie) ; section B n° 664 ; 665 ; 666 ; 667 ; 658 ; 663 ; 662 (pour partie).

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DÉCIDE, par vote à main levée, à la majorité (onze voix *pour*, deux *abstentions* et un *contre*) d'instituer un périmètre de droit de préemption en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement, de valorisation et de préservation du site historique des « Bonnes Fontaines »

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière ;

PRÉCISE que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une insertion dans deux journaux :

- Le Populaire du Centre
- L'Écho du Centre

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Sous-préfet de ROCHECHOUART
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
- au Greffe du même Tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voies de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du Public, conformément à l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré en Mairie de CUSSAC
Le 03 août 2009

LE MAIRE
Guy DEPLAS

Reçu en Sous-Préfecture
Le

REÇU A LA SOUS-PRÉFECTURE
DE ROCHECHOUART

Certifié exécutoire
Le

LE

- 7 AOUT 2009

LE MAIRE



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

2016/113

Nombre de
Conseillers
en exercice : 15
présents : 10
votants : 15

L'an deux mille seize, le deux décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Cussac, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Luc GABETTE, Maire.

Date de convocation de l'Assemblée : le vingt-trois novembre deux mille seize

Présents : A.BARATEAU ; F.CHALEIX ; D.CHAMBON ; J.P.DUROSSEAU ; S.FREDON, L.GABETTE ; J.M. LATHIERE ; J.LEFORT ; J.L. CLERMONT-BARRIERE ; R.DUFOUR

Excusés, ayant donné pouvoir : J.PEPIN ; P.GABORIAU ; M.J.LAPOUGE ; B.NAULEAU ; P.PREY

Secrétaire : J.L CLERMONT-BARRIERE

OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION SUR LE SECTEUR CENTRE-BOURG – LA PALENE

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

Vu l'article L.124-1 du code de l'urbanisme,

Vu les articles L.211-1 et suivant, et R.211-2 du code l'urbanisme, disposant notamment que les communes dotées d'une carte communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte.

Considérant, qu'il apparait utile d'instituer un périmètre de droit de préemption pour faciliter le développement urbain, économique et social, dans la continuité des espaces communaux situés de part et d'autres de la parcelle en question.

Précise que cette acquisition patrimoniale et foncière permettra entre autre :

- Relayer et soutenir l'animation sportive et culturelle de la commune par la mise en œuvre matérielle d'une véritable liaison terrestre entre les deux sites communaux qui se relient de par l'activité sportive qu'ils offrent
- Rendre plus harmonieux et plus accessible le site sportif pour ne faire qu'une seule entité.

Une présentation claire du projet ainsi que les références cadastrales seront annexés à la présente délibération. Ce projet englobe une unique parcelle cadastrée : Section A N° 1550 (pour partie)

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à **l'unanimité**:

DÉCIDE, par vote à main levée, à la majorité absolue (15 voix pour) d'instituer un périmètre de droit de préemption en vue de la réalisation des opérations d'aménagement détaillées ci-avant, sur le secteur « Centre Bourg, La Palène ».

NOTE que ledit périmètre délimité sur le plan est situé dans un secteur de la carte communale où les constructions sont autorisées.

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière ;

PRÉCISE que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire dès qu'elle aura fait l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une insertion dans deux journaux :

- Le Populaire du Centre
- L'Écho du Centre

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Madame le Sous-Préfet de ROCHECHOUART
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
- au Greffe du même Tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du Public, conformément à l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme

Fait et délibéré à CUSSAC

Le 02 décembre 2016

LE MAIRE

Luc GABETTE

Reçu en Sous-Préfecture

Le 22 DEC. 2016

Certifié exécutoire

Le 26 DEC. 2016

LE MAIRE

REÇU A LA SOUS-PRÉFECTURE
DE ROCHECHOUART

LE 22 DEC. 2016



A large, stylized handwritten signature of Luc Gabette is written over a circular official stamp. The signature is in black ink and is quite expressive.

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

2016/114

Nombre de
Conseillers
en exercice : 15
présents : 10
votants : 15

L'an deux mille seize, le deux décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Cussac, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Luc GABETTE, Maire.

Date de convocation de l'Assemblée : le vingt-trois novembre deux mille seize

Présents : A.BARATEAU ; F.CHALEIX ; D.CHAMBON ; J.P.DUROUSSEAU ; S.FREDON, L.GABETTE ; J.M. LATHIERE ; J.LEFORT ; J.L. CLERMONT-BARRIERE ; R.DUFOUR

Excusés, ayant donné pouvoir : J.PEPIN ; P.GABORIAU ; M.J.LAPOUGE ; B.NAULEAU ; P.REY

Secrétaire : J.L CLERMONT-BARRIERE

OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION SUR LE SECTEUR CENTRE-BOURG – LA FONTANELLE

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

Vu l'article L.124-1 du code de l'urbanisme,

Vu les articles L.211-1 et suivant, et R.211-2 du code l'urbanisme, disposant notamment que les communes dotées d'une carte communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte.

Considérant, qu'il apparait utile d'instituer un périmètre de droit de préemption pour faciliter le développement urbain, économique et social, dans la continuité des espaces communaux situés de part et d'autres du secteur, afin de constituer l'axe incontournable de l'animation sociale et culturelle du territoire, par la volonté unanime de la municipalité, d'engager divers projets d'aménagements complémentaires au sein de cet espace.

Précise que cette acquisition patrimoniale et foncière permettra entre autre :

- Relayer et soutenir l'animation de la vie sociale et culturelle de la commune, en créant un véritable point d'identité centrale, afin de valoriser le secteur.
- Harmoniser le secteur, en créant une continuité dans l'aménagement du secteur.
- Revaloriser le bâti existant sur le terrain, par des travaux de réfection importants,

Une présentation claire du projet ainsi que les références cadastrales seront annexés à la présente délibération. Ce projet englobe les parcelles cadastrées : Section A N° 1153, 1488, 1490, 1493, 1494.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à ***l'unanimité***:

DÉCIDE, par vote à main levée, à la majorité absolue (15 voix pour) d'instituer un périmètre de droit de préemption en vue de la réalisation des opérations d'aménagement détaillées ci-avant, sur le secteur « Centre Bourg, La Fontanelle ».

NOTE que ledit périmètre délimité sur le plan est situé dans un secteur de la carte communale où les constructions sont autorisées.

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière ;

PRÉCISE que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire dès qu'elle aura fait l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une insertion dans deux journaux :

- Le Populaire du Centre
- L'Écho du Centre

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Madame le Sous-Préfet de ROCHECHOUART
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
- au Greffe du même Tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du Public, conformément à l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme

Fait et délibéré à CUSSAC
Le 02 décembre 2016

LE MAIRE
Luc GABETTE



Reçu en Sous-Préfecture

Le 16 DEC. 2016

Certifié exécutoire

Le 21 DEC. 2016

LE MAIRE



REÇU A LA SOUS-PRÉFECTURE
DE ROCHECHOUART

LE 16 DEC. 2016



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

2016/099

Nombre de
Conseillers
en exercice : 15
présents : 10
votants : 13

L'an deux mille seize, le dix-neuf novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Cussac, dûment convoqué, s'est réuni en session extraordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Luc GABETTE, Maire.

Date de convocation de l'Assemblée : le quatorze novembre deux mille seize

Présents : A.BARATEAU ; F.CHALEIX ; D.CHAMBON ; J.P.DUROUSSEAU ; S.FREDON, L.GABETTE ; P.GABORIAU ; M.J.LAPOUGE ; J.M. LATHIERE ; J.LEFORT

Excusés, ayant donné pouvoir : J.L. CLERMONT-BARRIERE ; B.NAULEAU ; J.PEPIN

Absents : R.DUFOUR ; P.REY

Secrétaire : M.J.LATHIERE

OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION SUR LE SECTEUR CENTRE-BOURG – LA FONTANELLE : LE PRESBYTÈRE

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

Vu l'article L.124-1 du code de l'urbanisme,

Vu les articles L.211-1 et suivant, et R.211-2 du code l'urbanisme, disposant notamment que les communes dotées d'une carte communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte.

Considérant, qu'il apparait utile d'instituer un périmètre de droit de préemption pour faciliter le développement urbain, économique et social, dans la continuité des espaces communaux situés de part et d'autres de la parcelle en question.

Précise que cette acquisition patrimoniale et foncière permettra entre autre :

- Relayer et soutenir l'animation de la vie sociale et culturelle de la commune, et plus largement du territoire intercommunal, en créant de véritables salles des associations, tout en tirant bénéfice de la proximité directe de la salle polyvalente.
- Permettre la création d'une voire deux chambres « d'urgence » destinées à l'accueil de pèlerins ou de personnes en situation de déshérence sociale/incertitude sociale.
- Valoriser et Améliorer l'accès à notre salle polyvalente, par la création d'une aire de parking destinée à accueillir les utilisateurs de cette salle. L'idée est de combler l'absence de possibilités de stationnement présente à ce jour.
- Revaloriser le bâti, par des travaux importants par une stratégie de performances énergétique

Une présentation claire du projet ainsi que les références cadastrales seront annexés à la présente délibération. Ce projet englobe une unique parcelle cadastrée : Section A N° 1485

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DÉCIDE, par vote à main levée, à la majorité (13 voix pour) d'instituer un périmètre de droit de préemption en vue de la réalisation des opérations d'aménagement détaillées ci-avant, sur le secteur « Centre Bourg, La Fontanelle : le Presbytère ».

NOTE que ledit périmètre délimité sur le plan est situé dans un secteur de la carte communale où les constructions sont autorisées.

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière ;

PRÉCISE que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire dès qu'elle aura fait l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une insertion dans deux journaux :

- Le Populaire du Centre
- L'Écho du Centre

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Madame le Sous-Préfet de ROCHECHOUART
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
- au Greffe du même Tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du Public, conformément à l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré en Mairie de CUSSAC
Le 19 novembre 2016

LE MAIRE
LUC GABETTE

Reçu en Sous-Préfecture de ROCHECHOUART
Le

Certifié exécutoire
Le

LE MAIRE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers
en exercice : 15
présents : 10
votants : 14

L'an deux mil dix, le vingt-six février, le Conseil Municipal de la Commune de Cussac dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Guy DEPLAS, Maire.
Date de convocation du Conseil Municipal : le vingt février deux mil dix.
Présents : M.P.BRUN, E.CIPCIA, G.DEPLAS, A.DESVILLE, R.DUFOUR, V.DUPUY, L.GABETTE, F.LHOMME, J.P.ROULAUD, H.SARDIN
Excusé : C.CONSTANT
Ayants donné pouvoir : A.BARATEAU, F.CHALEIX, J.LATHIERE, H.MORTHON
Secrétaire : F.LHOMME

OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION SUR LE SECTEUR « FORÊT DE BOUBON ».

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

En application du 2^{ème} alinéa de l'article L211.1 du Code de l'Urbanisme, les Communes dotées d'une Carte Communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la Carte.

Il apparaît utile d'instituer un périmètre de droit de préemption pour faciliter le développement de l'aménagement et du massif forestier communal de BOUBON.

La Commune détient actuellement un espace forestier dans ce périmètre représentant une superficie de l'ordre de quatre-vingt hectares.

Elle souhaite étendre la maîtrise foncière pour :

- l'aménagement forestier de ce massif,
- la production de bois d'œuvre de qualité,
- l'approvisionnement de la chaufferie bois communale à partir des bois d'éclaircie et des coupes de taillis,
- l'accueil du public sur les itinéraires du P.D.I.P.R.,
- la préservation de la faune et de la flore,
- la préservation des périmètres de captage d'eau potable.

Le projet et le périmètre cadastral proposés par Monsieur Hervé SARDIN sont annexés à la présente délibération. Ce périmètre englobe les parcelles détaillées dans le tableau récapitulatif joint en annexe. Il représente une surface globale de 154ha 01a 21ca.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Hervé SARDIN, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **par onze voix pour, une abstention et deux voix contre :**

DÉCIDE d'instituer un périmètre de droit de préemption en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement forestier sur le secteur « Forêt de BOUBON ».

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière ;

PRÉCISE que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une insertion dans deux journaux :

- Le Populaire du Centre
- L'Écho du Centre

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Sous-Préfet de ROCHECHOUART
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
- au Greffe du même Tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du Public, conformément à l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré en Mairie de CUSSAC
Le 26 février 2010

LE MAIRE
Guy DEPLAS

Reçu en sous-préfecture

Le 26 MAI 2010

Certifié exécutoire

Le

LE MAIRE

Adjoint délégué



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

03/08/09 Prémption Pouges

Nombre de Conseillers
en exercice : 15
présents : 11
votants : 14

L'an deux mil neuf, le trois août, le Conseil Municipal de la Commune de CUSSAC, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Guy DEPLAS, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le vingt-huit juillet deux mil neuf.

Présents : M.P.BRUN; G.DEPLAS, A.DESVILLE, R.DUFOUR, V.DUPUY, L.GABETTE, J.LATHIERE, F.LHOMME, H.MORTON, J.P.ROULAUD, H.SARDIN.

Ayant donné pouvoir : A.BARATEAU, F.CHALEIX, C.CONSTANT.

Absent : E.CIPICIA.

Secrétaire : A.DESVILLE

OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION SUR LE SECTEUR « LES GRANDES POUGES ».

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

En application du 2^{ème} alinéa de l'article L211.1 du Code de l'Urbanisme, les Communes dotées d'une Carte Communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la Carte.

Il apparaît utile d'instituer un périmètre de droit de préemption pour faciliter le développement de l'aménagement de la zone résidentielle des Grandes Pougues, au sud-ouest du bourg de CUSSAC.

Sur cet îlot est projetée la construction d'un village-séniors relié à l'allée des prés verts.

Le périmètre cadastral est annexé à la présente délibération. Ce périmètre englobe les parcelles cadastrées : section A n°1408, 1407, 1012, 742, 743, 744, 745, 746, 747 et 748.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DÉCIDE, par vote à main levée, à la majorité (onze voix *pour*, deux *abstentions* et un *contre*) d'instituer un périmètre de droit de préemption en vue de la réalisation de l'opération d'urbanisation du secteur « Les Grandes Pougues » en vue du développement de la zone résidentielle avec possibilité de construction d'un village séniors.

NOTE que les réseaux d'eaux usées pourront être reliés à la station d'épuration de Cromières.

SOULIGNE la bonne exposition Sud des terrains concernés et l'environnement agréable de la forêt de Cromières.

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière ;

PRÉCISE que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une insertion dans deux journaux :

- Le Populaire du Centre
- L'Écho du Centre

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Sous-Préfet de ROCHECHOUART
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
- au Greffe du même Tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du Public, conformément à l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré en Mairie de CUSSAC

Le 03 août 2009

REÇU À LA SOUS-PRÉFECTURE
DE ROCHECHOUART

LE MAIRE

Guy DEPLAS

Certifié exécutoire

Le 07 SEP. 2009

LE MAIRE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

03/08/09PréemptionCourières

Nombre de Conseillers
en exercice : 15
présents : 11
votants : 14

L'an deux mil neuf, le trois août, le Conseil Municipal de la Commune de CUSSAC, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Guy DEPLAS, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le vingt-huit juillet deux mil neuf.

Présents : M.P.BRUN; G.DEPLAS, A.DESVILLE, R.DUFOUR, V.DUPUY, L.GABETTE, J.LATHIERE, F.LHOMME, H.MORTON, J.P.ROULAUD, H.SARDIN.

Ayant donné pouvoir : A.BARATEAU, F.CHALEIX, C.CONSTANT.

Absent : E.CIPCIA.

Secrétaire : A.DESVILLE

OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION SUR LE SECTEUR « LES COURIÈRES ».

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

En application du 2^{ème} alinéa de l'article L211.1 du Code de l'Urbanisme, les Communes dotées d'une Carte Communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la Carte.

Il apparaît utile d'instituer un périmètre de droit de préemption pour faciliter le développement de l'aménagement et de la valorisation de la Vallée de La Tardoire, rive gauche, en aval du site de La Monnerie.

La Commune détient actuellement un espace forestier dans ce périmètre représentant une superficie de 3ha 72a 76ca.

Elle souhaite étendre la maîtrise foncière de ce versant de La Tardoire pour :

- l'aménagement forestier de ce massif,
- la production de bois d'œuvre de qualité,
- l'approvisionnement de la chaufferie bois communale à partir des bois d'éclaircie,
- l'accueil du public sur les itinéraires du P.D.I.P.R.,
- la préservation de la faune et de la flore sur la rive de La Tardoire,
- la remise en place d'un parcours CRAPA de découverte et sportif détruit par la tempête de 1999,
- la liaison avec le site de La Monnerie.

Le projet et le périmètre cadastral sont annexés à la présente délibération.

Le périmètre englobe les parcelles cadastrées : section A n°306, 307, 308, 309, 319, 320, 321, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335 et 348.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DÉCIDE, par vote à main levée, à la majorité (onze voix *pour*, deux *abstentions* et un *contre*) d'instituer un périmètre de droit de préemption en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement forestier sur le secteur « Les Courières ».

Donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière ;

DÉCISE que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une insertion dans deux journaux :

- Le Populaire du Centre
- L'Écho du Centre

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers
en exercice : 15
Présents : 11
Absents : 14

L'an deux mil neuf, le trois août, le Conseil Municipal de la Commune de CUSSAC, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Guy DEPLAS, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le vingt-huit juillet deux mil neuf.

Présents : M.P.BRUN; G.DEPLAS, A.DESVILLE, R.DUFOUR, V.DUPUY, L.GABETTE, J.LATHIERE, F.LHOMME, H.MORTON, J.P.ROULAUD, H.SARDIN.

Ayant donné pouvoir : A.BARATEAU, F.CHALEIX, C.CONSTANT.

Absent : E.CIPCIA.

Secrétaire : A.DESVILLE

OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION SUR LE SECTEUR DE « LA JALADE ».

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

En application du 2^{ème} alinéa de l'article L211.1 du Code de l'Urbanisme, les Communes dotées d'une Carte Communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la Carte.

Il apparaît utile d'instituer un périmètre de droit de préemption pour faciliter la mise en œuvre de l'aménagement de la zone d'activité artisanale et commerciale de « La Jalade », dont le projet et le périmètre cadastral sont annexés à la présente délibération. Ce périmètre englobe les parcelles cadastrées : section A n°1215, 1217, 1219, 1221.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DÉCIDE, par vote à main levée, à la majorité (onze voix *pour*, deux *abstentions* et un *contre*) d'instituer un périmètre de droit de préemption en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement, d'une zone d'activité artisanale et commerciale bordant la route de La Jalade et le chemin rural reliant La Jalade à La Monnerie.

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière ;

PRÉCISE que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une insertion dans deux journaux :

- Le Populaire du Centre
- L'Écho du Centre

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Sous-préfet de ROCHECHOUART
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
- au Greffe du même Tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du Public, conformément à l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré en Mairie de CUSSAC
Le 03 août 2009

LE MAIRE
Guy DEPLAS

Reçu en Sous-Préfecture
Le 21 AOÛT 2009

Certifié exécutoire
Le 24 AOÛT 2009

LE MAIRE

REÇU A LA SOUS-PRÉFECTURE
DE ROCHECHOUART

LE 21 AOÛT 2009



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

03/08/09PréemptionPalène

Nombre de Conseillers
en exercice : 15
présents : 11
votants : 14

L'an deux mil neuf, le trois août, le Conseil Municipal de la Commune de CUSSAC, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Guy DEPLAS, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le vingt-huit juillet deux mil neuf.

Présents : M.P.BRUN; G.DEPLAS, A.DESVILLE, R.DUFOUR, V.DUPUY, L.GABETTE, J.LATHIERE, F.LHOMME, H.MORTON, J.P.ROULAUD, H.SARDIN.

Ayant donné pouvoir : A.BARATEAU, F.CHALEIX, C.CONSTANT.

Absent : E.CIPCIA.

Secrétaire : A.DESVILLE

OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION SUR LE SECTEUR SUD-EST DU BOURG DE CUSSAC « LA PALÈNE » ET « LE MAZA ».

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

En application du 2^{ème} alinéa de l'article L211.1 du Code de l'Urbanisme, les Communes dotées d'une Carte Communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la Carte.

Il apparaît utile d'instituer un périmètre de droit de préemption pour faciliter le développement de l'aménagement de l'urbanisation de l'entrée Sud-est du bourg de Cussac.

Cette réserve foncière permettra notamment :

- l'aménagement du carrefour d'entrée du bourg avec la voie communale n°9, dite de « La Guionie ».
- l'aménagement d'une voie de contournement du centre-bourg en reliant la Rue de La Chapelle-Montbrandeix à la Rue de Limoges par la Rue du Fromental.
- la viabilisation de terrains pour la construction d'habitations nouvelles.
- la construction d'une aire de stationnement proche du centre.
- le regroupement des terrains d'activités sportives.

Des avants projets ont déjà été esquissés dans le cadre de l'aménagement du centre-bourg.

Le périmètre cadastral est annexé à la présente délibération. Ce périmètre englobe les parcelles cadastrées : section A n°510,512 et 513 et B n°521 et 522.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DÉCIDE, par vote à main levée, à la majorité (onze voix *pour*, deux *abstentions* et un *contre*) d'instituer un périmètre de droit de préemption en vue de la réalisation des opérations d'aménagement détaillées ci-avant, sur le secteur « La Palène » et « Le Maza ».

NOTE que les réseaux d'eaux usées pourront être reliés à la station d'épuration de Cromières.

SOULIGNE la bonne exposition Sud des terrains concernés et l'environnement agréable de la forêt de Cromières.

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière ;

PRÉCISE que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une insertion dans deux journaux :

- Le Populaire du Centre
- L'Écho du Centre